

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité de Lac-Beauport | 22040 |

TABLE DES MATIÈRES

Attestation du trésorier ou du greffier-trésorier sur le rapport financier consolidé		S3
Onglet 1	Rapport de l'auditeur indépendant	1 à 3
Section I - Renseignements financiers consolidés audités		
Onglet 2	États financiers consolidés selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public	4 à 7
Onglet 3	Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8 à 26
Onglet 4	Renseignements complémentaires consolidés - Résultats détaillés	27 à 41
Section II - Renseignements financiers consolidés non audités		
Onglet 5	Analyse des revenus consolidés	43 à 54
Onglet 6	Analyse des charges consolidées	55 à 58
Onglet 7	Endettement total net à long terme consolidé	5

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Richard Labrecque, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature



Date

25/04/2025

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Lac-Beauport,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Lac-Beauport et de l'organisme qui est sous son contrôle (Municipalité), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Municipalité au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, des gains et pertes de réévaluation consolidés, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction de l'administration municipale n'a pas procédé à l'inspection de plusieurs de ses bâtiments afin d'établir la présence d'une obligation légale de mise hors service dans le cadre de la mise en application du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. De plus, l'évaluation des coûts de mise hors service d'un bâtiment contenant de l'amiante n'a pas été réalisée. Ces éléments constituent des dérogations aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires au passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations, aux immobilisations corporelles, à l'excédent, à l'excédent accumulé et aux flux de trésorerie, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

Québec, Canada, le 28 avril 2025

CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A133765

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Revenus			
Taxes	1	18 661 604	16 801 214
Compensations tenant lieu de taxes	2	198 110	193 546
Quotes-parts	3		
Transferts	4	1 258 584	849 291
Services rendus	5	2 901 601	2 652 323
Imposition de droits	6	2 555 188	1 528 847
Amendes et pénalités	7	47 525	68 743
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	419 057	336 143
Autres revenus	10	300 120	260 314
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	26 341 789	22 690 421
Charges			
Administration générale	14	2 077 064	1 886 335
Sécurité publique	15	4 357 855	3 169 258
Transport	16	5 744 570	5 472 512
Hygiène du milieu	17	3 906 260	3 800 879
Santé et bien-être	18	11 081	8 735
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 013 673	933 826
Loisirs et culture	20	5 813 455	5 006 142
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	1 307 926	1 182 808
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	24 231 884	21 460 495
Excédent (déficit) lié aux activités	25	2 109 905	1 229 926
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	57 178 509	55 948 583
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		
Solde redressé	28	57 178 509	55 948 583
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	59 288 414	57 178 509

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 864 750	5 117 625
Débiteurs (note 5)	2	7 465 880	7 344 514
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	13 330 630	12 462 139
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	41 448	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 540 662	3 293 281
Revenus reportés (note 11)	12	559 357	375 514
Dette à long terme (note 12)	13	37 176 222	36 487 601
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	41 317 689	40 156 396
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(27 987 059)	(27 694 257)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	87 023 141	84 636 301
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	85 112	88 506
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	167 220	147 959
	23	87 275 473	84 872 766
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	59 288 414	57 178 509
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	59 288 414	57 178 509
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	59 288 414	57 178 509

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	2 109 905	1 229 926
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	5 919 112)(	2 990 808)
Produit de cession	3	110 979	16 892
Amortissement	4	3 508 546	3 424 107
(Gain) perte sur cession	5	(87 253)	(6 892)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(2 386 840)	443 299
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10	3 394	14 256
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(19 261)	(16 481)
	13	(15 867)	(2 225)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(292 802)	1 671 000
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(27 694 257)	(29 365 257)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(27 694 257)	(29 365 257)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(27 987 059)	(27 694 257)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 109 905	1 229 926
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 508 546	3 424 107
Autres			
▪ Perte sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	(87 253)	(6 892)
	4	5 531 198	4 647 141
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(121 366)	2 643 613
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(236 799)	(1 232 158)
Revenus reportés	8	183 843	82 194
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	3 394	14 256
Autres actifs non financiers	12	(19 261)	(16 481)
	13	5 341 009	6 138 565
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	5 434 932)	(2 990 808)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	110 979	16 892
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(5 323 953)	(2 973 916)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ()	(
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ()	(
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	4 127 708	1 363 407
Remboursement de la dette à long terme	25 (	3 437 732)	(3 526 873)
Variation nette des emprunts temporaires	26	41 448	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(1 355)	25 623
Autres			
▪	28.1		
	29	730 069	(2 137 843)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	747 125	1 026 806
Solde déjà établi	31	5 117 625	4 090 819
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	5 117 625	4 090 819
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	5 864 750	5 117 625

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Lac-Beauport est un organisme municipal constitué en vertu du Code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité, excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Municipalité et de l'organisme qu'elle contrôle. Cet organisme est la Société des Sentiers du Moulin. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations corporelles, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, les contestations d'évaluation et les réclamations en justice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins ou qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs, terrains de jeux et espaces naturels sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état consolidé des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers consolidés. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers consolidés. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la « Loi sur le patrimoine culturel » de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers consolidés dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon les méthodes de l'amortissement linéaire et du solde dégressif, sur les périodes ou aux taux annuels suivants :

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules, ameublement de bureau, machinerie et outillage, aménagement des sentiers	10 ans, 20 % et 30 %
Machinerie lourde	10 et 20 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

F) Revenus

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les amendes et pénalités sont constatées au moment où l'assigné plaide coupable, au moment où le délai pour contester l'assignation expire ou au moment où un jugement est rendu par un arbitre ou un tribunal.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

Les revenus de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire.

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisation déterminées.

Régime interemployeurs à prestations définies

Les élus municipaux de l'administration municipale participent à un régime de retraite interemployeurs à prestations définies, soit le régime de retraite des élus municipaux. Ce régime est comptabilisé comme s'il s'agissait d'un régime à cotisations déterminées puisque la Municipalité ne dispose pas des informations nécessaires pour pouvoir appliquer la comptabilité des régimes à prestations définies.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Municipalité évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Frais de financement

Les frais de financement relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement après leur comptabilisation initiale sont capitalisés à l'encontre de l'instrument financier auquel ils se rapportent. Ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du financement obtenu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de CPA Canada - Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1er avril 2023

Au cours de l'exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023.

Cette norme fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des revenus qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Elle vient également faire la distinction entre les revenus provenant d'opérations avec obligations de prestation (nommées opérations avec contrepartie) et les revenus provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (nommées opérations sans contrepartie).

Conformément aux dispositions transitoires, cette nouvelle norme a fait l'objet d'une application prospective et n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés, la présentation ou les informations à fournir aux états financiers consolidés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 5 864 750	5 117 625
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 5 864 750	5 117 625
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 5 864 750	5 117 625
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 1 341 338	1 214 541
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	1 159 812	648 613
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	5 749 997	5 144 230
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	221 583	1 116 610
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Autres	14.1	334 488	435 061
	15	7 465 880	7 344 514
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 993 810	4 311 788
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	3 993 810	4 311 788
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	3 311 810	3 491 752
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	2 438 187	1 652 478
	27	5 749 997	5 144 230

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'un emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 3 900 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 %, sans échéance.

L'organisme municipal dispose d'un emprunt bancaire sous forme de carte de crédit, d'un montant autorisé de 80 000 \$, portant intérêt au taux de 10,45 %. L'emprunt bancaire est non garanti.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	1 570 371	1 393 793
Salaires et avantages sociaux	44	1 239 698	949 295
Dépôts et retenues de garantie	45	457 533	742 466
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus à payer	47.1	273 060	207 727
	48	3 540 662	3 293 281

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	51 909	41 140
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Trame verte et bleue métropolitaine	54.1	85 218	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	266 338	164 541
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres perçus d'avance	62.1	10 429	6 464
▪ Projet Sylva	62.2	4 318	4 318
▪ Autres	62.3	141 145	159 051
	63	559 357	375 514

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	5,00	2025	2049	64	37 374 361	36 671 461
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	0,45	3,99	2026	2027	68	18 723	31 647
Autres					69		
					70	37 393 084	36 703 108
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(216 862)	(215 507)
					72	37 176 222	36 487 601

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73	10 616 148	12 924		10 629 072
2026	74	4 678 292	5 799		4 684 091
2027	75	7 744 450			7 744 450
2028	76	4 636 745			4 636 745
2029	77	9 698 726			9 698 726
2030 et plus	78				
	79	37 374 361	18 723		37 393 084
Intérêts et frais accessoires	80				
	81	37 374 361	18 723		37 393 084

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	464 311
Régimes de retraite des élus municipaux	89	27 263
	90	491 574
		374 333
		30 679
		405 012

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	12 427 170			12 427 170
Eaux usées	102	12 893 168		(72 933)	12 966 101
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	58 638 745	465 439		59 104 184
Autres					
▪ Autres	104.1	7 823 973	316 997	(279 433)	8 420 403
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	16 847 564	104 009		16 951 573
Améliorations locatives	107	83 848	37 581		121 429
Véhicules	108	2 686 622	157 634	11 437	2 832 819
Ameublement et équipement de bureau	109	1 356 301	31 637		1 387 938
Machinerie, outillage et équipement divers	110	4 156 756	866 165	254 861	4 768 060
Terrains	111	4 174 033	1 086 326		5 260 359
Autres	112				
	113	121 088 180	3 065 788	(86 068)	124 240 036
Immobilisations en cours	114	2 177 754	2 853 324	388 024	4 643 054
	115	123 265 934	5 919 112	301 956	128 883 090
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	4 153 779	312 613		4 466 392
Eaux usées	117	5 042 088	254 729		5 296 817
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	15 484 476	1 582 337		17 066 813
Autres					
▪ Autres	119.1	3 409 398	338 453		3 747 851
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 138 001	399 942		5 537 943
Améliorations locatives	122	14 702	10 264		24 966
Véhicules	123	1 389 116	175 186	11 437	1 552 865
Ameublement et équipement de bureau	124	1 149 247	72 268		1 221 515
Machinerie, outillage et équipement divers	125	2 848 826	362 754	266 793	2 944 787
Autres	126				
	127	38 629 633	3 508 546	278 230	41 859 949
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	84 636 301			87 023 141
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	143.1	167 220
Autres		
▪	144.1	
	145	167 220
		147 959

Note**19. Obligations contractuelles**

S.O.

20. Droits contractuels**Programme de subvention**

Dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 2 446 007 \$ à la Municipalité pour des travaux admissibles. À la date des états financiers consolidés, aucun revenu n'a été comptabilisé et un solde de 2 446 007 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

21. Passifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2024, la Municipalité fait l'objet de diverses poursuites. La Municipalité estime que les risques de pertes éventuelles pour ces poursuites sont faibles et que les montants qui pourraient être déboursés en lien avec le règlement de ces poursuites sont négligeables. La Municipalité n'a donc provisionné aucun montant en lien avec ces poursuites.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie**Activité n'entraînant pas de mouvement de trésorerie et d'équivalents de trésorerie**

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Acquisition d'immobilisations corporelles incluse dans les créiteurs et charges à payer	484 180 \$	0 \$

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités).

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	311 811 \$	412 384 \$
En souffrance :		
moins de 30 jours	-	-
de 30 à 60 jours	-	-
plus de 60 jours	22 677	22 677
	<hr/>	<hr/>
	334 488 \$	435 061 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	2024			
	Moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Total
Emprunts temporaires	41 448 \$	-	-	41 448 \$
Créditeurs et charges à payer (note 10)	3 267 602	-	-	3 267 602
Intérêts courus (note 10)	273 060	-	-	273 060
Dette à long terme	10 629 072	12 428 541	14 335 471	37 393 084
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	14 211 182 \$	12 428 541 \$	14 335 471 \$	40 975 194 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

				2023
	Moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Total
Emprunts temporaires	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer (note 10)	3 085 554	-	-	3 085 554
Intérêts courus (note 10)	207 727	-	-	207 727
Dette à long terme	13 675 449	13 079 941	9 947 718	36 703 108
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	16 968 730 \$	13 079 941 \$	9 947 718 \$	39 996 389 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 864 750 \$	-	5 864 750 \$
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	41 448 \$	-	41 448 \$
Dettes à long terme	37 393 084 \$	-	37 393 084 \$

2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 117 625 \$	-	5 117 625 \$
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	-	-	-
Dettes à long terme	36 703 108 \$	-	36 703 108 \$

27. Autres organismes périmunicipaux et supramunicipaux
Communauté métropolitaine de Québec (CMQ)

La Communauté métropolitaine de Québec a été créée par la Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.02).

Au cours de l'exercice 2024, la Municipalité a contribué à la CMQ pour un montant de 73 128 \$ (2023 - 66 482 \$).

La partie de la dette de l'organisme attribuable à la Municipalité s'élevait, au 31 décembre 2024, à 13 507 \$ (2023 - 17 085 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Municipalité régionale de comté (MRC)

La Municipalité est membre de la MRC de la Jacques-Cartier, organisme régional composé de neuf (9) municipalités. Cette MRC est responsable de la gestion de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu du code municipal du Québec. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les municipalités membres selon une des bases suivantes :

- Richesse foncière;
- Population;
- Nombre de logements;
- Dossier d'évaluation.

La quote-part versée à la MRC par la Municipalité pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2024 s'élève à 941 581 \$ (2023 - 667 515 \$).

La partie de la dette de l'organisme attribuable à la Municipalité s'élevait, au 31 décembre 2024, à 473 956 \$ (2023 - 508 563 \$).

Ville de Québec

La Ville de Québec a pour mandat de gérer l'épuration des eaux usées de la Municipalité par le biais d'une entente contractuelle. En 2024, la Municipalité a versé à la Ville de Québec une quote-part de 77 505 \$ (2023 - 63 353 \$).

Ville de St-Raymond

La Cour municipale de St-Raymond entend les causes des constats émis sur le territoire de Lac-Beauport. Une partie des frais est payée par les frais chargés sur les constats d'infraction. Le reste des frais est chargé en fin d'année via une facture. En 2024, la Municipalité a versé à la Ville de St-Raymond une quote-part de 28 693 \$ (2023 - 21 479 \$).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	16 753 421	18 486 000	18 661 604			18 661 604
Compensations tenant lieu de taxes	2	193 546	188 000	198 110			198 110
Quotes-parts	3						
Transferts	4	769 291	1 363 000	1 101 531			1 101 531
Services rendus	5	508 851	1 018 000	781 373		2 120 228	2 901 601
Imposition de droits	6	1 528 847	1 124 500	2 555 188			2 555 188
Amendes et pénalités	7	68 743	60 000	47 525			47 525
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	336 143	340 500	419 057			419 057
Autres revenus	10	6 892	30 000	238 319		61 801	300 120
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	20 165 734	22 610 000	24 002 707		2 182 029	26 184 736
Investissement							
Taxes	13	47 793					
Quotes-parts	14						
Transferts	15			37 333		119 720	157 053
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	195 110					
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	242 903		37 333		119 720	157 053
	22	20 408 637	22 610 000	24 040 040		2 301 749	26 341 789
Charges							
Administration générale	23	1 798 718	2 104 000	1 985 488	88 309	3 267	2 077 064
Sécurité publique	24	2 942 085	3 840 000	4 111 734	246 121		4 357 855
Transport	25	3 757 522	4 092 000	3 941 670	1 802 900		5 744 570
Hygiène du milieu	26	3 132 998	3 525 000	3 265 901	640 359		3 906 260
Santé et bien-être	27	8 735	12 000	11 081			11 081
Aménagement, urbanisme et développement	28	925 203	987 000	1 011 092	2 581		1 013 673
Loisirs et culture	29	2 454 307	3 124 000	3 227 211	447 506	2 138 738	5 813 455
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 107 619	1 351 000	1 220 328		87 598	1 307 926
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	3 152 691		3 227 776 (	3 227 776)		
	34	19 279 878	19 035 000	22 002 281		2 229 603	24 231 884
Excédent (déficit) lié aux activités	35	1 128 759	3 575 000	2 037 759		72 146	2 109 905

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 128 759	3 575 000	2 037 759	72 146	2 109 905
Moins : revenus d'investissement	2	(242 903)	()	(37 333)	(119 720)	(157 053)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	885 856	3 575 000	2 000 426	(47 574)	1 952 852
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	3 152 691		3 227 776	280 770	3 508 546
Produit de cession	5	16 892		110 979		110 979
(Gain) perte sur cession	6	(6 892)		(87 253)		(87 253)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	3 162 691		3 251 502	280 770	3 532 272
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 221 943)	(3 413 000)	(3 080 456)	(24 732)	(3 105 188)
	18	(3 221 943)	(3 413 000)	(3 080 456)	(24 732)	(3 105 188)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(4 452)	()	(138)	(180 477)	(180 615)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	135 914		262 630		262 630
Excédent de fonctionnement affecté	21	215 000	100 000			
Réserves financières et fonds réservés	22	(108 304)	(262 000)	(256 675)		(256 675)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	238 158	(162 000)	5 817	(180 477)	(174 660)
	26	178 906	(3 575 000)	176 863	75 561	252 424
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 064 762		2 177 289	27 987	2 205 276

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	242 903	37 333	119 720	157 053
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	53 137)(	27 691)(	)	( 27 691)
Sécurité publique	3 (	117 129)(	280 168)(	)	( 280 168)
Transport	4 (	2 245 466)(	4 933 099)(	)	( 4 933 099)
Hygiène du milieu	5 (	78 135)(	163 047)(	)	( 163 047)
Santé et bien-être	6 ()))	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))	()
Loisirs et culture	8 (	86 117)(	178 202)(	336 905)(	515 107)
Réseau d'électricité	9 ()))	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))	()
	11 (	2 579 984)(	5 582 207)(	336 905)(	5 919 112)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ()))	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 ()))	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	199 340	4 091 000	36 708	4 127 708
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	4 452	138	180 477	180 615
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	396 518	936 569		936 569
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	557 310	913 793		913 793
	19	958 280	1 850 500	180 477	2 030 977
	20	(1 422 364)	359 293	(119 720)	239 573
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 179 461)	396 626		396 626

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 973 585	5 759 944	104 806	5 864 750
Débiteurs (note 5)	2	7 284 417	7 319 696	146 184	7 465 880
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	12 258 002	13 079 640	250 990	13 330 630
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			41 448	41 448
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 162 415	3 410 430	130 232	3 540 662
Revenus reportés (note 11)	12	241 298	439 082	120 275	559 357
Dettes à long terme (note 12)	13	36 434 496	37 111 141	65 081	37 176 222
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	39 838 209	40 960 653	357 036	41 317 689
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(27 580 207)	(27 881 013)	(106 046)	(27 987 059)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	83 365 272	85 695 977	1 327 164	87 023 141
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20			85 112	85 112
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	125 802	133 662	33 558	167 220
	23	83 491 074	85 829 639	1 445 834	87 275 473
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 233 207	3 086 332	77 703	3 164 035
Excédent de fonctionnement affecté	25	100 000	225 000		225 000
Réserves financières et fonds réservés	26	5 006 694	4 335 829		4 335 829
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	28	(2 610 174)	(2 223 079)		(2 223 079)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	51 181 140	52 524 544	1 262 085	53 786 629
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	55 910 867	57 948 626	1 339 788	59 288 414
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	5 846 328	6 348 296	7 202 562	6 040 066
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 438 797	1 359 435	1 485 930	1 182 211
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	9 047 461	8 631 329	9 511 803	8 639 583
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 221 000	1 187 329	1 274 927	1 155 407
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	130 000	32 999	32 999	27 401
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 106 614	1 130 773	1 130 773	906 134
Transferts	15				
Autres	16	211 800	1 759	1 759	1 851
Autres					
Transferts	17	32 000	35 415	35 415	8 735
Autres	18	1 000	47 170	47 170	75 000
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		3 227 776	3 508 546	3 424 107
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1				
	22	19 035 000	22 002 281	24 231 884	21 460 495

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 164 035	2 282 923
Excédent de fonctionnement affecté	2	225 000	100 000
Réserves financières et fonds réservés	3	4 335 829	5 006 694
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	(2 223 079)	(2 610 174)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	53 786 629	52 399 066
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	59 288 414	57 178 509
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 086 332	2 233 207
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	77 703	49 716
	11	3 164 035	2 282 923
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Projets divers	12.1	225 000	100 000
	13	225 000	100 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	225 000	100 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Réserve financière destinée aux urgences	17.1 1 000 000	1 000 000
	18	1 000 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	2 215 769
Organismes contrôlés et partenariats	22	2 867 181
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	1 045 060
Organismes contrôlés et partenariats	24	1 088 503
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	75 000
Autres		
▪ Autre	30.1	1 010
	31	3 335 829
	32	4 006 694
	32	4 335 829
		5 006 694

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	()
Autres	37	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	()
	39	()
Assainissement des sites contaminés	40	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()
Autres		
▪	43.1	()
	44	()
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45	()
Utilisation du fonds de roulement	46	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47	()
Utilisation du fonds de roulement	48	()
Autres		
▪	49.1	()
	50	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51	()
Mesure relative à la COVID-19	52	()
Frais d'émission de la dette à long terme	53	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	()
Autres		
▪	55.1	()
	56	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 (2 223 079)(	2 610 174)
	66 (2 223 079)	(2 610 174)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	87 023 141
Propriétés destinées à la revente	68	84 636 301
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72	87 023 141
	73	84 636 301
Ajustements aux éléments d'actif	74	87 023 141
	74	84 636 301
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (37 176 222)(	36 487 601)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (216 862)(	215 507)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	3 993 810
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	4 311 788
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (33 399 274)(	32 391 320)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ((162 762))(	(154 085))
	82 (33 236 512)(	32 237 235)
	83	53 786 629
		52 399 066

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104

Description des régimes et autres renseignements

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

Il s'agit d'un régime de retraite simplifié offert aux employés réguliers. L'employeur cotise selon le même pourcentage que l'employé jusqu'à un maximum de 9 %. L'employé peut ajouter des cotisations dites additionnelles.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	374 333
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	464 311
	464 311	374 333

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7
	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Cotisations des élus au RREM	118	8 414	8 633
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	24 679	28 199
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	2 584	2 480
	121	27 263	30 679

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	14 936 000	15 080 673	15 080 673
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			47 793
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	14 936 000	15 080 673	15 080 673
				13 220 255
				13 268 048
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	722 217	723 413	723 413
Égout	13	379 053	380 846	380 846
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 453 603	1 487 128	1 487 128
Autres				
▪ Éclairage public	16.1	46 965	46 965	46 965
▪ Enlèvement de la neige	16.2	16 680	16 680	16 680
▪ Fosses septiques	16.3	313 350	305 019	305 019
Centres d'urgence 9-1-1	17	40 000	42 406	42 406
Service de la dette	18	578 132	578 474	578 474
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 550 000	3 580 931	3 580 931
				3 533 166
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 550 000	3 580 931	3 580 931
	27	18 486 000	18 661 604	18 661 604
				16 801 214

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	43 988	47 369	42 256
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	30 000	30 815	29 405
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	96 000	99 702	95 141
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	169 988	177 886	166 802
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	18 012	20 224	26 744
	45	18 012	20 224	26 744
	46	188 000	198 110	193 546

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	141 203	48 385	45 304
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	142 930	49 366	49 642
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66		(4 359)	26 017
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68	480 000	500 031	480 163
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			4 761
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81	33 054	33 054	
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	578 867	455 754	145 804
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	20 000	19 300	17 600
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	1 363 000	1 101 531	769 291

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94			
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96	37 333	37 333	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124		119 720	80 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	37 333	157 053	80 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139			
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 363 000	1 138 864	1 258 584
				849 291

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi		141		
Évaluation		142		
Autres		143		
		144		
Sécurité publique				
Police		145		
Sécurité incendie				
Premiers répondants		146		
Autres		147		
Sécurité civile		148		
Autres		149		
		150		
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale		151		
Enlèvement de la neige		152		
Autres		153		
Transport collectif		154		
Autres		155		
		156		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		157		
Réseau de distribution de l'eau potable		158		
Traitement des eaux usées		159		
Réseaux d'égout		160		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés		161		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport		162		
Tri et conditionnement		163		
Autres		164		
Autres		165		
Cours d'eau		166		
Protection de l'environnement		167		
Autres		168		
		169		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	50 000	25 842	99 266
	188	50 000	25 842	99 266
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	45 000	7 712	52 172
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194	45 000	7 712	52 172
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202	32 000	31 822	32 254
	203	32 000	31 822	32 254
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204	1 000	2 395	2 080
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210	500	360	480
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	11 500	14 127	7 255
	214	13 000	16 882	9 815

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	801 494	592 465	2 712 693
Activités culturelles				
Bibliothèques	226		857	857
Autres	227	76 506	105 793	105 793
	228	878 000	699 115	2 819 343
Réseau d'électricité	229			
	230	1 018 000	781 373	2 901 601
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 018 000	781 373	2 901 601
				2 652 323

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	124 500	148 878	124 781
Droits de mutation immobilière	233	1 000 000	2 406 310	1 404 066
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	1 124 500	2 555 188	1 528 847
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	60 000	47 525	68 743
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	340 500	419 057	336 143
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	85 000	87 253	6 892
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			195 110
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	30 000	151 066	58 312
	250	115 000	238 319	260 314
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	436 000	401 886		401 886	401 886	418 160
Greffe et application de la loi	2	480 000	455 317		455 317	455 317	396 140
Gestion financière et administrative	3	663 000	575 726	88 309	664 035	667 302	731 190
Évaluation	4	360 000	376 241		376 241	376 241	199 785
Gestion du personnel	5	165 000	176 318		176 318	176 318	141 060
Autres							
▪	6.1						
	7	2 104 000	1 985 488	88 309	2 073 797	2 077 064	1 886 335
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 422 000	1 422 627		1 422 627	1 422 627	1 402 289
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	2 266 000	2 550 335	246 121	2 796 456	2 796 456	1 555 672
Sécurité civile	11	110 000	94 895		94 895	94 895	170 334
Autres	12	42 000	43 877		43 877	43 877	40 963
	13	3 840 000	4 111 734	246 121	4 357 855	4 357 855	3 169 258
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 650 000	1 561 922	1 722 746	3 284 668	3 284 668	3 229 356
Enlèvement de la neige	15	1 846 000	1 787 789	3 338	1 791 127	1 791 127	1 730 899
Éclairage des rues	16	130 000	127 893		127 893	127 893	94 012
Circulation et stationnement	17	168 000	169 675		169 675	169 675	123 396
Transport collectif							
Transport en commun	18	298 000	294 391		294 391	294 391	288 257
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			76 816	76 816	76 816	6 592
	22	4 092 000	3 941 670	1 802 900	5 744 570	5 744 570	5 472 512

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	383 000	332 807	7 436	340 243	425 843
Réseau de distribution de l'eau potable	24	228 000	273 206	308 320	581 526	563 069
Traitement des eaux usées	25	552 000	525 630		525 630	471 489
Réseaux d'égout	26	113 000	125 327	257 925	383 252	387 956
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	377 000	385 087	43 480	428 567	389 537
Élimination	28	304 000	297 650		297 650	284 720
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	317 704	314 290		314 290	289 929
Tri et conditionnement	30	90 000	83 931		83 931	93 019
Matières organiques						
Collecte et transport	31	304 296	265 040		265 040	265 928
Traitement	32	84 000	81 986		81 986	72 491
Matériaux secs	33	121 000	107 053		107 053	100 587
Autres	34	366 000	335 401		335 401	282 047
Plan de gestion	35	15 000	14 297		14 297	13 303
Autres	36					
Cours d'eau	37	210 000	67 466	23 198	90 664	86 074
Protection de l'environnement	38	60 000	56 730		56 730	74 887
Autres	39					
	40	3 525 000	3 265 901	640 359	3 906 260	3 800 879
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	12 000	11 081		11 081	8 735
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	12 000	11 081		11 081	8 735

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	788 000	815 315	2 581	817 896	817 896	754 092
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	194 000	195 777		195 777	195 777	179 734
Tourisme	50						
Autres	51						
Autres	52	5 000					
	53	987 000	1 011 092	2 581	1 013 673	1 013 673	933 826
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	314 000	328 453	118 817	447 270	2 586 008	2 530 821
Patinoires intérieures et extérieures	55	258 000	351 179	20 004	371 183	371 183	345 763
Piscines, plages et ports de plaisance	56	281 000	296 574	11 538	308 112	308 112	288 012
Parcs et terrains de jeux	57	172 000	247 771	162 804	410 575	410 575	429 942
Parcs régionaux	58	1 249 000	1 310 386		1 310 386	1 310 386	519 343
Expositions et foires	59						
Autres	60	300 000	138 943	107 753	246 696	246 696	297 386
	61	2 574 000	2 673 306	420 916	3 094 222	5 232 960	4 411 267
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	318 000	311 225	21 932	333 157	333 157	313 143
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	232 000	242 680	4 658	247 338	247 338	281 732
	67	550 000	553 905	26 590	580 495	580 495	594 875
	68	3 124 000	3 227 211	447 506	3 674 717	5 813 455	5 006 142

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 221 000	1 187 329		1 187 329	1 274 927	1 155 407
Autres frais	71						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	130 000	32 999		32 999	32 999	27 401
	74	1 351 000	1 220 328		1 220 328	1 307 926	1 182 808
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		3 227 776 (	3 227 776)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			23 360
Usines de traitement de l'eau potable	2	95 556	95 556	
Usines et bassins d'épuration	3			93 383
Conduites d'égout	4	60 111	60 111	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 410 632	1 410 632	1 964 277
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	1 797 046	1 797 046	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	68 340	68 340	
Édifices communautaires et récréatifs	14	7 446	262 737	266 352
Améliorations locatives	15		37 581	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	125 707	157 634	204 978
Ameublement et équipement de bureau	18	27 691	27 691	135 254
Machinerie, outillage et équipement divers	19	903 352	915 458	303 204
Terrains	20	1 086 326	1 086 326	
Autres	21			
	22	5 582 207	5 919 112	2 990 808

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			23 360
Usines de traitement de l'eau potable	2	95 556	95 556	
Usines et bassins d'épuration	3			93 383
Conduites d'égout	4	60 111	60 111	
Autres infrastructures	5	3 207 678	3 207 678	1 964 277
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	2 218 862	2 555 767	909 788
	12	5 582 207	5 919 112	2 990 808

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	7 817 000	335 500	414 200	7 738 300
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	24 574 320	3 792 208	2 705 554	25 660 974
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	32 391 320	4 127 708	3 119 754	33 399 274
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 311 788		317 978	3 993 810
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	4 311 788		317 978	3 993 810
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	4 311 788		317 978	3 993 810
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	4 311 788		317 978	3 993 810
	19	36 703 108	4 127 708	3 437 732	37 393 084
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	36 703 108	4 127 708	3 437 732	37 393 084

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	37 393 084
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 223 078
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 045 060
--	---	-----------

Débiteurs	8	3 993 810
-----------	---	-----------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
▪	11.1	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	34 577 292
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	

Endettement net à long terme	14	34 577 292
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	473 956
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	16	13 507
---------------------------	----	--------

Autres organismes	17	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	18	35 064 755
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
---	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	35 064 755
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	30 000	28 693	21 479
Évaluation	2	379 030	388 497	218 065
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6	19 808	19 808	19 982
Autres	7	2 192		
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	260 169	260 168	259 711
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	60 000	77 505	63 353
Matières résiduelles	12	15 000	14 297	13 303
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	117 423	117 423	105 246
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	194 000	195 390	179 734
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	28 992	28 992	25 261
Réseau d'électricité	24			
	25	1 106 614	1 130 773	906 134

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 582 207	2 579 984
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	5 582 207	2 579 984

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	8,00	32,00	15 202,00	1 003 157	230 709	1 233 866
Professionnels	2						
Cols blancs	3	65,00	30,00	45 288,00	2 027 845	456 978	2 484 823
Cols bleus	4	18,00	36,00	34 529,00	1 546 446	336 031	1 882 477
Policiers	5						
Pompiers	6	33,00	40,00	42 365,00	1 518 174	288 309	1 806 483
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	124,00		137 384,00	6 095 622	1 312 027	7 407 649
Élus	9	7,00			252 674	47 408	300 082
	10	131,00			6 348 296	1 359 435	7 707 731

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	49 366				49 366
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	(4 359)				(4 359)
Autres	6	1 038 191	37 333		18 333	1 093 857
	7	1 083 198	37 333		18 333	1 138 864

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	15 423	16 253
	4	15 423	16 253
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	74 515	79 157
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	74 515	79 157
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	517 900	458 186
Enlèvement de la neige	12	435	542
Autres	13	1 238	1 036
Transport collectif	14		
Autres	15	15 780	16 044
	16	535 353	475 808
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	7 285	6 475
Réseau de distribution de l'eau potable	18	166 014	139 171
Traitement des eaux usées	19	7 986	9 146
Réseaux d'égout	20	178 028	145 461
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23	24 189	24 939
Cours d'eau	24	4 587	6 191
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	388 089	331 383
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28	6 859	7 353
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32	6 859	7 353
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	197 085	195 319
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40	3 004	2 346
	41	200 089	197 665
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 220 328	1 107 619

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
	1.1				

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	4 000 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 134 369 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 787 877 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
 - Systèmes de drainage 76 \$
 - Abords de routes 77 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 _____ 071-2024
- b) Date d'adoption de la résolution 86 _____ 2024-04-02

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____ 2
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 _____ 541
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 _____ 270
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

X

La question 16 s'applique aux MRC seulement